

Unité départementale de l'Oise
283 rue de Clermont– ZA la Vatine
60000 BEAUVAIS

Beauvais, le 14/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CAAP

Route Départementale 44
60740 ST MAXIMIN

Références : IC-R/0103/22-NEC

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2022 dans l'établissement CAAP implanté Route Départementale 44 à ST-MAXIMIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CAAP
- Route Départementale 44 - 60740 ST-MAXIMIN
- Code AIOT dans GUN : 0005106554
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La Coopérative Agricole du Bassin Creillois située à Saint Maximin et la SCAAP située à Ermenonville ont fusionné depuis le 16 décembre 2008. La plate-forme de compostage s'appelle depuis la CAAP «Coopérative Agricole d'Approvisionnement de Picardie».

La Coopérative Agricole est située le long de la RD44 à Saint Maximin.

Elle exerce des activités de compostage de fumiers de cheval et fientes de poules pour la fabrication de compost normés utilisés essentiellement par les champignonnistes.

La plate-forme est actuellement réglementée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 01 mars 2013 (arrêté préfectoral initial du 11 mars 1994).

Elle est soumise à autorisation au titre de la rubrique n°2780-1-a « Installation de compostage de déchets non dangereux » et relève de la directive IED au titre de la rubrique 3532 – Valorisation ou mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux (donné acte du 22 août 2014).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative ;
- cessation d'activité ;
- récolement de mise en demeure.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative	AP Complémentaire du 01/03/2013, article 2	/	Sans objet
Cessation d'activité	AP Complémentaire du 01/03/2013, article 1.3.5	/	Sans objet
Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 14/01/2020, article 1	Lettre de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'activité exercée sur le site de la société CAAP ne relève plus de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/03/2013, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Tableau ICPE
Prescription contrôlée : Les installations de la société Coopérative Agricole d'Approvisionnement de Picardie, pour son site de Saint-Maximin, relèvent de la nomenclature des installations classées pour les rubriques listées ci dessous : <u>Rubrique : 2780-1.a</u> Intitulé : Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant le cas échéant subi une étape de méthanisation : 1. Compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires a) la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 50 t/j Caractéristiques : 1 000 t/semaine ; 200 t/jour Régime : A <u>Rubrique : 2171</u> Intitulé : Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole Le dépôt étant supérieur à 200 m ³ Caractéristiques : 3000 m ³ Régime : D <u>Rubrique : 1532.2</u> Intitulé : Bois sec ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ Caractéristiques : Dépôt de paille autorisé de 7500 m ³ Régime : D <u>Rubrique : 2910-A.2</u> Intitulé : Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est : 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW Caractéristiques : Puissance de 3,5 MW maximum Régime : DC <u>Rubrique : 1432-2.b</u> Intitulé : Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de). 2. stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : b) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³ Caractéristiques : 20 m ³ Régime : DC

Constats :

La Coopérative Agricole d'Approvisionnement de Picardie (CAAP) à Saint-Maximin n'exerce plus d'activité de fabrication de compost depuis mars 2021.

Son activité se limite, depuis, à la réception de compost déjà ensemencé en provenance des Pays-Bas (cf. lettre de voiture n°33130 du 22/02/2022 - client : CNC Grondstoffen BV) et de substrat incubé en provenance de Belgique (cf. lettre de voiture n°67359687 du 15/02/2022 - client : NV Karel Sterckx), qu'elle met en bacs individuels avant de les revendre à ses clients.

Le compost de phase III et le substrat incubé pour champignons achetés sont des produits secs et pasteurisés ; ils n'émettent que très peu d'odeurs.

Ils sont acheminés sur le site en vrac, par camions fermés.

Sitôt arrivés sur site, ils sont disposés dans des alvéoles ou lits (bacs) de culture, recouverts d'un peu de terre de gobetage, puis vendus à des cultivateurs dans les Hauts-de-France la même journée.

L'activité exercée sur le site de la société CAAP ne relève plus de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Cessation d'activité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/03/2013, article 1.3.5
Thème(s) : Situation administrative, Cessation définitive d'activité
Prescription contrôlée : Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet, direction départementale des Territoires, la date de cet arrêt trois mois / six mois (cas des installations de stockage de déchets) au moins avant celui-ci. La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment : <ul style="list-style-type: none">• l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;• des interdictions ou limitations d'accès au site ;• la suppression des risques d'incendie ;• la surveillance des effets de l'installation sur son environnement En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article.
Constats : Par courrier LRAR 2C 1101 6687 505 du 08 février 2022, l'administrateur judiciaire Stéphane VERMUE a informé les services de la préfecture de l'Oise et de la DREAL qu'une procédure de redressement judiciaire avait été ouverte au bénéfice de l'entreprise CAAP sise à St-Maximin et que cette dernière avait cessé toute activité ICPE. Lors de l'audience du 9 mars 2022, le Tribunal de Commerce de Compiègne a décidé de proroger le placement en redressement judiciaire jusqu'au 20 avril 2022. La visite d'inspection de ce jour a permis de constater les faits suivants : <ul style="list-style-type: none">- plus aucune activité de compostage n'est réalisée sur le site ;- les déchets et matières premières liés à l'activité de compostage ont été évacués (ballots de paille, fientes de poule, stocks de fumier de cheval...) ;- les lagunes ne contiennent plus de lixiviats ;- la fosse à purin a été curée ;- les bunkers sont maintenant dévolus au stockage de bacs de compost "tout prêt" en attente d'acheminement vers des clients, activité qui ne relève pas d'une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Observations : Les articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3 du code de l'environnement ne s'appliquent pas dans le cadre de cette affaire car aucun terrain n'est susceptible d'être libéré pour être affecté à un nouvel usage. Les terrains et bâtiments concernés par la cessation définitive d'activité ont été libérés des équipements de production et des stockage liés à l'activité de compostage, mais ils sont conservés au sein du site pour un même usage industriel - hors domaine ICPE. Les constats réalisés lors de la visite d'inspection permettent à l'Inspection de proposer à Madame la Préfète de donner acte à la société CAAP à St-Maximin des conditions de remise en état de son site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/01/2020, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances olfactives
Prescription contrôlée : <p>La société Coopérative Agricole d'Approvisionnement de Picardie exploitant une installation de fabrication de compost sise route départementale 44 sur la commune de Saint-Maximin est mise en demeure de respecter les dispositions :</p> <ul style="list-style-type: none">• de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 : « Le débit d'odeur rejeté, tel qu'il est évalué par l'étude d'impact, doit être compatible avec l'objectif suivant de qualité de l'air ambiant : la concentration d'odeur imputable à l'installation telle qu'elle est évaluée dans l'étude d'impact au niveau des zones d'occupation humaine listées à l'article 3 (...) dans un rayon de 3 000 mètres des limites clôturées de l'installation ne doit pas dépasser la limite de 5 uoE /m³ plus de 175 heures par an, soit une fréquence de dépassement de 2 %. Ces périodes de dépassement intègrent les pannes éventuelles des équipements de compostage et de traitement des composés odorants, qui sont conçus pour que leurs durées d'indisponibilité soient aussi réduites que possible » ;• de l'article III.1.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 1er mars 2013 : « [...] En cas de non-respect de la limite de 5 UOE /m³ dans les conditions mentionnées à l'alinéa précédent, les améliorations nécessaires pour atteindre cet objectif de qualité de l'air doivent être apportées à l'installation ou à ses modalités d'exploitation » ; <p>en :</p> <ul style="list-style-type: none">- proposant un plan d'actions correctives afin de réduire de façon significative l'impact olfactif de son site sur son environnement, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté ;- en mettant en place tous dispositifs techniques permettant de mieux capter et traiter les odeurs émanant des différentes sources olfactives du site dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : <p>La visite d'inspection réalisée le 19 septembre 2020 avait mis en évidence que l'exploitant ne respectait pas encore les dispositions de la mise en demeure susvisée.</p> <p>Cependant compte tenu des constats effectués, aucune suite administrative n'avait été proposée dans l'attente de la réponse apportée à la lettre de suites qui lui demandait :</p> <ul style="list-style-type: none">- de faire réaliser sous deux mois une nouvelle étude de caractérisation qualitative et quantitative (concentration et débit d'odeurs notamment) des odeurs provenant des différentes sources odorantes du site, en mode nominal de fonctionnement des installations, permettant d'évaluer l'efficacité des aménagements réalisés ;- de transmettre à l'inspection des installations classées le rapport de l'étude réalisée dès sa réception ;- si les émissions odorantes sont encore au-dessus du seuil,• de proposer un plan d'actions correctives afin de réduire de façon significative l'impact olfactif du site sur son environnement, dans un délai d'un mois suivant la réception de l'étude réalisée ;• de mettre en œuvre les mesures définies dans le plan d'actions établi, suivant un calendrier qui devra être accepté par l'inspection des installations classées ;• de mettre en place dès maintenant un suivi des odeurs tous les six mois afin de permettre de suivre l'efficacité des techniques et actions mises en place. <p>L'exploitant ayant cessé toutes les activités relevant de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment celles génératrices des nuisances olfactives, la mise en demeure susvisée n'a plus lieu d'être.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet